

UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

« UCOP+ »

Secrétariat Exécutif National

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EXPERT JURISTE

APPEL D'OFFRE N° CLM/011/08/026/UCOP+-CN

Titre du poste	Expert juriste pour l'analyse, le traitement des cas de violences et le reporting
Lieu de prestation	Kinshasa
Type de contrat	CDD
Durée	6 mois (16 août au 31 décembre 2026)
Date de publication	01 août 2026
Date de clôture	10 août 2026 à mi-nuit
Envoi des candidatures	info@ucopplus.org ou sous pli fermé à déposer au bureau de UCOP+ (avec accusé de réception)

1. Contexte et justification

Dans le cadre du Programme Para juridique — Droits Humains, VIH et TB, des mécanismes communautaires de documentation, d'orientation et de suivi des cas de violations des droits humains sont mis en place afin d'améliorer l'accès à la justice, aux services de santé, aux services psychosociaux et aux dispositifs de protection pour les bénéficiaires, notamment les personnes vivant avec le VIH, les patients TB, les populations clés et les groupes vulnérables. Les outils de gestion des cas prévoient l'admission, la validation, la médiation, l'intervention juridique, le suivi, le contact régulier et la clôture des dossiers.

Les cas documentés peuvent inclure des violences physiques, sexuelles, psychologiques, des violences basées sur le genre, des arrestations arbitraires, des discriminations, des refus de soins, des violations de la confidentialité, des expulsions, des extorsions, des atteintes aux droits reproductifs ainsi que d'autres violations prévues par les instruments nationaux et internationaux de protection des droits humains. Afin d'assurer une analyse juridique rigoureuse, un traitement approprié des cas et un reporting fiable, il est nécessaire de recruter un expert juriste chargé d'appuyer le système de gestion des cas Programme Parajuridique — Droits Humains, VIH et TB dans le cadre du Projet GC7 en République Démocratique du Congo afin de renforcement et soutenir l'offre des services.

Adresse physique : Immeuble PNMLS (ex FONAMES), Croisement des avenues Libération (ex. 24 novembre) et B^{ld} Triomphal,
C/Kasavubu, Kinshasa /RDC. N° IMPÔT : **A1721246N**
Téléphones : (+243) 81 14 14 007 / 85 14 10 774
E-mail : ucopplus.secretariat@gmail.com ; info@ucopplus.org
Site web : <https://ucopplus.org>



UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

« UCOP+ »

Secrétariat Exécutif National

2. Objectif général de la mission

L'objectif général de la mission est de recruter un expert juriste chargé d'analyser les cas de violences et de violations des droits humains documentés dans le cadre du programme, d'assurer leur traitement juridique approprié, de formuler des recommandations d'intervention et de produire des rapports périodiques de qualité sur les cas traités, les résultats obtenus, les défis rencontrés et les actions de suivi nécessaires.

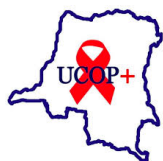
3. Objectifs spécifiques

- Examiner et qualifier juridiquement les cas de violences, abus, discriminations et violations des droits humains et atteinte aux droits commun soumis par les parajuristes, les superviseurs ainsi que d'autres acteurs dans la chaîne de l'offre des services VIH/TB ainsi la santé
- Proposer des stratégies de traitement adaptées à chaque cas, incluant la médiation, l'assistance juridique, le dépôt de plainte, la saisine des autorités compétentes, le référencement ou le plaidoyer.
- Accompagner techniquement les parajuristes, superviseurs et cliniques juridiques dans la documentation, la validation et le suivi des dossiers.
- Veiller à la vérification, confidentialité, à la protection des données personnelles et au respect du principe de consentement éclairé des bénéficiaires.
- Produire des rapports circonstanciés, hebdomadaire et mensuel ~~réguliers~~ sur l'évolution des cas, les résultats des interventions, les tendances observées et les recommandations d'amélioration.

4. Étendue de la mission et tâches principales

L'expert juriste travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du programme, les parajuristes, les superviseurs, les cliniques juridiques, les organisations communautaires et, le cas échéant, les autorités compétentes. Ses tâches principales consisteront à :

- Analyser les fiches d'admission, de validation, de médiation, d'intervention juridique, de suivi et de clôture afin d'identifier les éléments factuels, juridiques et procéduraux pertinents.
- Qualifier les faits au regard du droit congolais, des normes nationales relatives aux droits humains, à la lutte contre les violences basées sur le genre, à la protection des personnes vulnérables et aux obligations liées à l'accès aux services VIH/TB.
- Évaluer le niveau de gravité des cas, les risques pour les bénéficiaires, les délais d'intervention et les mesures de protection ou de référencement nécessaires.



UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

« UCOP+ »

Secrétariat Exécutif National

- Conseiller les équipes sur les options juridiques et extra-judiciaires les plus appropriées, en tenant compte du consentement du/de la bénéficiaire, de la sécurité, de la confidentialité et du principe de ne pas nuire.
- Appuyer la préparation des dossiers juridiques, plaintes, requêtes, correspondances, notes d'orientation et autres documents nécessaires au traitement des cas.
- Assurer le suivi des cas référés aux cliniques juridiques, aux services sociaux, psychosociaux, sanitaires ou judiciaires, et documenter les avancées obtenues.
- Identifier les tendances récurrentes de violations, les obstacles à l'accès aux droits et services, ainsi que les besoins de plaidoyer institutionnel ou communautaire.
- Produire des rapports périodiques consolidés, comprenant des données désagrégées, une analyse qualitative, les résultats atteints, les difficultés rencontrées et les recommandations pratiques.
- Contribuer au renforcement des capacités des parajuristes et superviseurs sur la qualification juridique des cas, la documentation des preuves, la confidentialité, l'éthique et le reporting.

5. Livrables attendus

Livable	Description	Échéance indicative
Plan de travail	Plan détaillé de la mission, méthodologie, calendrier et modalités de coordination avec les équipes.	Au démarrage de la mission
Notes d'analyse juridique	Notes synthétiques sur les cas examinés, qualification juridique, options d'intervention et recommandations.	Selon les cas soumis
Dossiers juridiques préparés	Documents techniques nécessaires aux démarches juridiques ou administratives : plaintes, correspondances, mémos, argumentaires ou fiches de suivi.	Au fur et à mesure du traitement
Rapports mensuels	Rapport consolidé sur les cas reçus, traités, référés, clôturés, en cours, les résultats obtenus et les défis rencontrés.	Mensuel
Rapport final	Synthèse de la mission, analyse des tendances, leçons apprises, recommandations opérationnelles et propositions d'amélioration des outils de gestion des cas.	Fin de mission



UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

« UCOP+ »

Secrétariat Exécutif National

6. Profil et qualifications requises

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en droit, droits humains, droit pénal, droit de la famille, droit de la santé, droit international ou tout autre domaine connexe.
- Avoir au moins cinq années d'expérience professionnelle pertinente dans l'analyse, le traitement ou l'accompagnement juridique des cas de violences, violations des droits humains, violences basées sur le genre ou protection des personnes vulnérables.
- Disposer d'une bonne connaissance du cadre juridique congolais, des mécanismes judiciaires et administratifs, ainsi que des normes relatives aux droits humains, au VIH/TB, à la lutte contre la stigmatisation et à la protection des populations clés.
- Avoir une expérience démontrée dans la rédaction de rapports, notes juridiques, correspondances officielles, plaintes, mémos ou documents de plaidoyer.
- Maîtriser les principes de confidentialité, de consentement éclairé, de protection des données, de gestion sensible des cas et de l'approche centrée sur le/la survivant(e).
- Posséder de bonnes capacités d'analyse, de synthèse, de communication, de coordination et de travail avec des acteurs communautaires, institutionnels et judiciaires.
- La connaissance du contexte des programmes VIH/TB, droits humains, populations clés et interventions communautaires en RDC constitue un atout majeur.

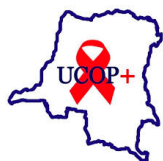
7. Durée et lieu de la mission

La durée de la mission est de 6 mois soit d'Aout en décembre 2026. La mission sera conduite à Kinshasa avec des appuis à distance dans les provinces qui couvrent le travail de parajuristes dans le cadre du GC7.

8. Modalités de coordination et de reporting

L'expert juriste travaillera sous la supervision de l'équipe de coordination du task force des programmes Droits Humains (Programmes PNLS, PNLT, PR, AT FM et ROIPOC, Présidium CLM, CEDHUC). Il/elle participera aux réunions de suivi technique, soumettra les livrables selon le calendrier convenu et veillera à ce que tous les rapports respectent les exigences de qualité, de confidentialité, de traçabilité et de protection des données sensibles.

Les rapports devront inclure, sans révéler l'identité des bénéficiaires, les informations suivantes : nombre de cas reçus, nature des violations, profil général des bénéficiaires, niveau de gravité, actions entreprises, résultats obtenus, cas référés, cas clôturés, difficultés rencontrées, mesures de mitigation et recommandations pour le suivi programmatique.



UNION CONGOLAISE DES ORGANISATIONS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

« UCOP+ »

Secrétariat Exécutif National

9. Critères d'évaluation des candidatures

Critère	Pondération indicative
Formation académique en droit ou domaine connexe	20 points
Expérience dans l'analyse et le traitement juridique des cas de violences, VBG ou violations des droits humains	30 points
Connaissance du cadre juridique congolais et des mécanismes de protection	20 points
Expérience en reporting, documentation des cas et rédaction juridique	15 points
Compréhension des enjeux VIH/TB, populations clés, confidentialité et approche centrée sur le/la bénéficiaire	10 points
Qualité de l'offre technique et disponibilité	5 points
Total	100 points

10. Composition du dossier de candidature

- Une lettre de motivation précisant la compréhension de la mission et la disponibilité.
- Un curriculum vitae actualisé mettant en évidence les expériences pertinentes.
- Une copie du diplôme le plus élevé ou des attestations pertinentes.
- Une offre technique succincte décrivant l'approche méthodologique proposée.
- Au moins deux références professionnelles liées à des missions similaires.

11. Principes éthiques et obligations de confidentialité

L'expert juriste devra respecter strictement les principes d'éthique professionnelle, de confidentialité, de protection des données personnelles, de non-discrimination, de consentement éclairé, de sécurité des bénéficiaires et de l'approche « ne pas nuire ». Toute information relative aux bénéficiaires, aux cas traités ou aux partenaires du programme devra être utilisée exclusivement dans le cadre de la mission et ne pourra être partagée sans autorisation préalable de l'équipe de coordination.



Ange MAVULA NDEKE